



## Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du 10 avril 2014

Monsieur le Directeur Académique,

Pour le SNUipp-FSU, la nomination de Benoît Hamon devrait être synonyme d'améliorations concrètes pour l'École et les enseignant-es. La priorité au primaire, tout juste amorcée, ne doit pas tomber aux oubliettes. Si des dossiers ont avancé, de gros chantiers restent encore devant nous : les programmes, la maternelle, la formation continue, l'amélioration des conditions d'exercice du métier, les salaires et les carrières des professeur-es (ISAE...), le réexamen du dossier des rythmes scolaires...

Concernant la réforme des rythmes, le SNUipp-FSU a toujours été favorable à une réforme qui mette fin à la semaine Darcos avec pour principe d'alléger la journée scolaire. Il a toujours considéré qu'elle devait concilier réussite des élèves et amélioration des conditions d'exercice du métier. Pour le SNUipp-FSU, cette réforme actuelle n'est pas satisfaisante. Elle a été mal préparée, peu financée et s'organise trop souvent contre l'avis des enseignant-es. Par conséquent, à l'épreuve du terrain, sa mise en œuvre débouche régulièrement sur des difficultés réelles occultant l'intérêt des élèves et des enseignant-es.

De plus, le SNUipp-FSU a toujours considéré qu'il aurait fallu articuler la réforme des rythmes avec des mesures pour les élèves et le métier d'enseignant-e : refonte des programmes scolaires, rénovation de la formation continue, scolarisation précoce des moins de trois ans, augmentation du nombre de RASED, déconnexion temps élèves/temps enseignant-es et plus de maîtres que de classe et fin de l'APC. Dans le contre rapport que nous avons déjà évoqué, nous y avons déjà pointé le manque, voire l'absence de concertation. Ainsi, sur les écoles qui ont répondu à l'enquête du SNUipp-FSU, si 72 % des Conseils d'école ont été consultés au départ, moins de la moitié ont été écoutés à l'arrivée. Nous notons également que les spécificités de la maternelle ne sont pas prises en compte. Trop souvent, ce sont des contraintes matérielles qui guident la mise en place de la réforme : transports, manque de personnels municipaux, gestion des locaux.

75% des enseignants, ayant répondu à notre enquête, déclarent avoir des conditions de travail dégradées avec notamment une augmentation du temps de travail. Enfin, la mise en œuvre montre de fortes inégalités territoriales.

Pour faire face à toutes ces difficultés, le SNUipp-FSU demande la suspension de sa mise en œuvre quand il y a désaccord avec la proposition de la mairie, la réécriture du décret et la pérennisation du financement des TAP par l'État.

Enfin, pour le SNUipp-FSU, les conseils d'école doivent être le lieu de la mise en œuvre des projets (horaires, étude des conventions, utilisation des locaux, transitions des temps scolaires et périscolaires...). Aucun aménagement ne peut se faire contre l'avis des conseils d'école. Il est urgent qu'un véritable dialogue s'installe. Des réponses à nos exigences doivent être apportées tant pour améliorer la réussite des élèves que pour améliorer les conditions de travail des enseignant-es

Concernant les réseaux d'aide, voilà bientôt 2 années que ce gouvernement se paye de mots et suscite des espoirs : les RASED ne peuvent plus attendre. Les écoles et les élèves non plus !

Malgré les assurances de Vincent Peillon données au collectif national concernant la recréation de postes et la relance de la formation, vous ne proposez aucune mesure d'ouverture, aucun départ en formation CAPA-SH. Il n'y a donc aucune reconnaissance des besoins en particulier pour les écoles rurales.

Le dispositif « moins de 3 ans » est inexistant dans le département puisque l'année dernière il n'y a eu aucune réelle création. Les transformations de postes ont eu pour résultat de scolariser les tout petits dans des classes à 25 et plus, même en REP+. Quelle poudre aux yeux. Et cette année rien de prévu pour la rentrée ni en éducation prioritaire ni dans le rural alors que la moitié des cantons du département est en ZRR. Nous ne pouvons que constater votre manque d'ambition pour l'école maternelle. Par ailleurs, la scolarisation des « moins de 3 ans », hors dispositif spécifique, doit être reconnue.

Le premier bilan du dispositif PDMQC réalisé par le SNUipp-FSU montre que les équipes sont enthousiastes même si cela demande du temps et du travail en plus. Il faut le généraliser pour qu'il devienne un vrai levier de réussite. Par contre, nous nous étonnons de la création d'1/2 poste PDMQC seulement par école en REP+ alors que dans le référentiel il est question d'un poste par école, nous ne pouvons imaginer que vous lésiniez à ce point alors que vous avez gardé 8,25 postes en réserve ?

Concernant le nouveau dispositif REP+, nous saluons l'allègement de 9 jours de service dédiés à la formation, à la concertation et à la relation aux familles même si nous rappelons notre demande d'un allègement à la hauteur du second degré, soit 13,5 jours. Reste à voir comment sera organisé ce dispositif d'allègement du temps de service et la part d'initiative qui sera laissée aux équipes...

Le ministère pointe la formation des enseignants comme principal levier de la refondation de l'école. Et pourtant, pour l'instant, les nouveaux enseignants n'ont pas la formation initiale de qualité nécessaire pour entrer sereinement dans le métier. C'est pourquoi, nous demandons que, l'an prochain, tous les PES bénéficient de 1/2 temps de formation qu'ils soient issus du concours 2014 ou du 2013-2. De plus, la formation continue constitue un levier indispensable à la transformation du métier, or c'est le grand oublié de ces dernières années. Nous rappelons que chaque enseignant a droit à l'équivalent d'une semaine par an de formation continue. Nous avons proposé des pistes de réflexion en CTA qui ouvraient des possibilités de formation continue, qu'en est-il ?

Enfin, il y a actuellement un déficit criant en termes de moyens de remplacement, la situation n'ayant jamais été aussi catastrophique dans le département. Nous déplorons que vous n'ayez pas accédé à notre demande de recrutements sur liste complémentaire et qu'il n'y ait pas de création de postes!

Transformer l'école est plus que jamais d'actualité. Pour ce faire, il faudra bien y consacrer les moyens nécessaires et s'appuyer sur le professionnalisme et l'engagement de celles et ceux qui font l'école au quotidien. Aujourd'hui, les enseignant-es du primaire sont en attente de confiance. C'est avec elles/eux que notre école doit avancer pour faire réussir tous les élèves.